



15 janvier 2015

(15-0282)

Page: 1/19

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA  
MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL  
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

**AFRIQUE DU SUD**

La communication ci-après, datée du 31 octobre 2014, est distribuée à la demande de la délégation de l'Afrique du Sud.

---

L'Afrique du Sud a l'honneur de notifier au Comité de l'évaluation en douane, conformément aux dispositions de l'article 22:2 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, l'adoption d'une nouvelle législation relative à l'évaluation en douane.

Aux fins de la notification, j'ai l'honneur de vous présenter les documents ci-joints:

1. Chapitre 7 (Évaluation des marchandises) de la Loi n° 30 de 2014 sur les droits de douane; et
  2. la version intégrale de la Loi n° 30 de 2014 sur les droits de douane, et la Loi n° 31 de 2014 sur le contrôle douanier.<sup>1</sup>
- 

---

<sup>1</sup> En anglais seulement. On peut se procurer une version électronique de ces deux documents auprès du Secrétariat ([Irena.Giraud@wto.org](mailto:Irena.Giraud@wto.org) ou [Roy.Santana@wto.org](mailto:Roy.Santana@wto.org)).

## CHAPITRE 7

### ÉVALUATION DES MARCHANDISES

#### *Partie 1*

#### *Dispositions préliminaires*

#### **Objets et application du présent chapitre**

**112.** 1) L'objet du présent chapitre est:

- a) de permettre la détermination de la valeur en douane des marchandises;
- b) d'imposer l'utilisation de méthodes d'évaluation reconnues à l'échelle internationale pour la détermination de la valeur en douane des marchandises<sup>2</sup>; et
- c) de permettre la conversion des monnaies dans le cadre de la détermination de la valeur en douane des marchandises.

2) Le présent chapitre s'applique à toutes les marchandises importées dans la République ou destinées à être exportées depuis son territoire, qu'elles soient passibles de droits ou non.

#### **Instruments internationaux pertinents**

**113.** 1) Les instruments internationaux ci-après sont contraignants aux fins de l'évaluation de marchandises importées en vertu du présent chapitre:

- a) l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et la note relative à l'article VII dudit accord;
- b) l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et les notes interprétatives qui s'y rapportent;
- c) les décisions du Comité de l'évaluation en douane de l'OMC; et
- d) les instruments délivrés par le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC, y compris:
  - i) les avis consultatifs;
  - ii) les observations;
  - iii) les notes explicatives;
  - iv) les études de cas; et
  - v) les études.

2) La présente loi prévaut en cas de divergence entre une de ses dispositions et un instrument international indiqué au paragraphe 1).

#### **Conservation d'une version actualisée des instruments internationaux**

**114.** 1) Le Commissaire doit:

- a) conserver, au siège de l'Administration fiscale sud-africaine, des copies des instruments internationaux indiqués à l'article 113;
- b) mettre à jour ces instruments lorsque des modifications et des ajouts sont notifiés par l'Organisation mondiale du commerce; et
- c) consigner la date d'entrée en vigueur de la modification ou de l'ajout.

2) Si, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autre, une question est soulevée concernant:

- a) la teneur d'un instrument international indiqué à l'article 113, une copie de cet instrument conservée en vertu du paragraphe 1) a), ou un extrait de cet instrument, certifié par

---

<sup>2</sup> Méthodes d'évaluation convenues au titre de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

- l'administration douanière, pourra servir de preuve en rapport avec la teneur de l'instrument ou extrait; ou
- b) la date d'entrée en vigueur d'une modification ou d'un ajout à l'instrument international, un certificat délivré par l'administration douanière faisant état de la date d'entrée en vigueur de la modification ou de l'ajout consignée en conformité avec le paragraphe 1) c) pourra servir de preuve de cette date.

## **Partie 2**

### ***Détermination de la valeur par le déclarant, détermination de la valeur par l'administration douanière et nouvelle détermination de la valeur***

#### **Dispositions à appliquer pour établir la valeur en douane**

**115.** La valeur en douane des:

- a) marchandises importées dans la République, à l'exclusion de certaines marchandises indiquées à la partie 4, dont la valeur doit être établie en conformité avec cette partie, doit être établie en conformité avec la partie 3 du présent chapitre; et
- b) marchandises destinées à être exportées depuis la République doit être établie en conformité avec la partie 5 du présent chapitre.

#### **Détermination par le déclarant de la valeur des marchandises dédouanées**

**116.** 1) La personne qui dédouane des marchandises pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier doit:

- a) déterminer la valeur en douane des marchandises au moyen d'une feuille de calcul réglementaire, qu'elles soient passibles de droits ou non; et
- b) indiquer sur la déclaration de dédouanement la valeur en douane des marchandises déterminée en vertu du paragraphe a).

2) Dans le cas de marchandises importées, il convient également d'indiquer sur la déclaration de dédouanement:

- a) la méthode employée pour déterminer la valeur en douane des marchandises; et
- b) si le vendeur des marchandises destinées à être exportées vers la République et l'acheteur ont des liens familiaux ou personnels, ou entretiennent une relation d'emploi ou d'affaires au sens de l'article 130.

3) Les critères d'évaluation des marchandises appliqués par le déclarant doivent être compatibles avec:

- a) tout critère d'évaluation pouvant s'appliquer aux marchandises en vertu de l'article 123 2);  
ou
- b) toute décision anticipée en matière d'évaluation pouvant s'appliquer à ces marchandises.

4) La valeur en douane déterminée par le déclarant doit être appliquée aux fins du dédouanement sauf si elle est remplacée par la valeur déterminée en vertu de l'article 117.

5) Si elle constate une inexactitude dans la valeur qu'elle a déterminée, la personne qui dédouane les marchandises doit en informer dans les moindres délais l'administration douanière.

6) L'article 179 de la Loi sur le contrôle douanier s'applique à la feuille de calcul mentionnée au paragraphe 1).

7) Le présent article ne s'applique pas:

- a) aux bagages accompagnés ou non accompagnés autres que les marchandises commerciales;
- b) aux envois postaux internationaux dédouanés suivant la procédure de dédouanement simplifiée prévue par l'article 493 2) de la Loi sur le contrôle douanier; ou
- c) à toute autre catégorie de marchandises:
  - i) non soumise, en vertu d'un règlement, à la prescription relative à la détermination de la valeur par le déclarant; ou
  - ii) non soumise, dans un cas particulier, à la prescription relative à la détermination de la valeur par le déclarant sur décision de l'administration douanière.

### **Détermination de la valeur par l'administration douanière**

**117.** 1) L'administration douanière peut, à tout moment, sous réserve des dispositions de l'article 120, déterminer la valeur en douane des marchandises.<sup>3</sup>

2) Les critères d'évaluation des marchandises suivis par l'administration douanière doivent être compatibles avec:

- a) tout critère d'évaluation pouvant s'appliquer aux marchandises en vertu de l'article 123 2); ou
- b) toute décision anticipée en matière d'évaluation pouvant s'appliquer aux marchandises.

3) L'administration douanière peut déterminer la valeur des marchandises en vertu du paragraphe 1) indépendamment du fait:

- a) que les marchandises:
  - i) ont été dédouanées;
  - ii) ont été mises en libre circulation;
  - iii) sont passibles de droits; ou
  - iv) restent soumises au contrôle douanier;
- b) que la valeur des marchandises a été déterminée par le déclarant; ou
- c) que des droits sur les marchandises ont été acquittés.

4) L'administration douanière doit informer la personne qui dédouane les marchandises de la détermination de leur valeur en vertu du paragraphe 1).

5) La valeur des marchandises déterminée en vertu du paragraphe 1) remplace la valeur des marchandises déterminée par le déclarant en vertu de l'article 116.

### **Nouvelle détermination d'une valeur antérieure ou nouvelle détermination**

**118.** 1) L'administration douanière peut, à tout moment, sous réserve des dispositions de l'article 120:

- a) déterminer de nouveau la valeur en douane de marchandises qu'elle a déterminée en vertu de l'article 117; ou
- b) déterminer de nouveau la valeur en douane de marchandises qu'elle a déterminée de nouveau en vertu du paragraphe a).

2) La valeur en douane peut être déterminée de nouveau aussi souvent que nécessaire en vertu du paragraphe 1) b).

---

<sup>3</sup> La détermination de la valeur par l'administration douanière en vertu de l'article 117 n'est pas subordonnée au dédouanement ou à la détermination de la valeur par le déclarant. L'administration douanière peut parfois déterminer la valeur de marchandises non dédouanées ou dont la valeur n'a pas été déterminée par le déclarant; par exemple, les marchandises non dédouanées sont, en vertu de la Loi sur le contrôle douanier, considérées comme étant dédouanées pour mise à la consommation à des fins fiscales.

3) Les critères suivis par l'administration douanière pour déterminer de nouveau la valeur des marchandises doivent être compatibles avec:

- a) tout critère d'évaluation pouvant s'appliquer aux marchandises en vertu de l'article 123 2);  
ou
- b) toute décision anticipée en matière d'évaluation pouvant s'appliquer aux marchandises.

4) L'administration douanière peut déterminer de nouveau la valeur des marchandises en vertu du paragraphe 1) indépendamment du fait:

- a) que les marchandises:
  - i) ont été dédouanées;
  - ii) ont été mises en libre circulation;
  - iii) sont passibles de droits; ou
  - iv) restent soumises au contrôle douanier;
- b) que la valeur des marchandises a été déterminée par le déclarant; ou
- c) que des droits sur les marchandises ont été acquittés.

5) Si la valeur en douane des marchandises fait l'objet d'une nouvelle détermination en vertu du paragraphe 1), l'administration douanière doit en informer la personne qui les dédouane.

6) La valeur des marchandises déterminée de nouveau remplace la valeur des marchandises déterminée précédemment, qu'il s'agisse d'une nouvelle détermination ou non.

#### **Correction d'une erreur dans la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur**

**119.** 1) Si une erreur a été décelée dans la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur de marchandises et si cette erreur n'influe pas sur la valeur attribuée, l'administration douanière peut la corriger<sup>4</sup> dans un avis notifié à la personne qui dédouane les marchandises.

2) La correction d'une erreur en vertu du paragraphe 1) peut être apportée à tout moment.

#### **Délai pour la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur**

**120.** 1) La valeur de marchandises peut être déterminée ou faire l'objet d'une nouvelle détermination à tout moment, mais la valeur qui en résulte ne peut pas être appliquée pour calculer ou recalculer les droits sur les marchandises autrement que sur la base du paragraphe 2).

2) Si la détermination ou nouvelle détermination de la valeur influe sur l'exigibilité des droits ou sur le montant des droits payés ou à payer sur les marchandises, la valeur ainsi obtenue doit être appliquée pour calculer ou recalculer les droits sur ces marchandises:

- a) pour autant que la détermination ou nouvelle détermination ait été effectuée dans un délai de trois ans à compter de la date d'exigibilité des droits en vertu du chapitre 6 de la Loi sur le contrôle douanier<sup>5</sup>; ou

---

<sup>4</sup> Une erreur survenue dans la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur de marchandises ne peut pas être corrigée par un avis de correction; la valeur ne peut qu'être remplacée par une nouvelle valeur. Voir également la définition du terme "correction" à l'article premier.

<sup>5</sup> Les droits sur les marchandises dédouanées deviennent exigibles en vertu du chapitre 6 de la Loi sur le contrôle douanier à compter de la date de leur dédouanement pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier conférant l'exigibilité, qui, au titre de l'article 173 de ladite loi, est la date d'acceptation par l'administration douanière de la déclaration de dédouanement des marchandises.

- b) pour autant que la valeur ait été déterminée ou déterminée de nouveau dans le délai de trois ans indiqué au paragraphe a) ou après l'expiration de ce délai:
  - i) pour donner effet:
    - aa) à une décision rendue dans le cadre d'un recours administratif ou d'une procédure de règlement d'un différend;
    - bb) au règlement d'un différend;
    - cc) à une modification rétrospective du tarif douanier; ou
    - dd) à une ordonnance judiciaire rendue ou confirmée dans un jugement définitif;
  - ii) pour remédier au versement d'un montant insuffisant en paiement des droits ou au non-paiement des droits suite à une fraude, à une présentation déformée des faits, à une fausse déclaration ou à la non-communication de faits importants; ou
  - iii) suite à la conclusion d'un accord visé par l'article 862) b).

3) Le présent article ne peut être interprété comme autorisant un nouveau calcul des droits sur les marchandises en contradiction avec l'article 87.

#### **Demande de renseignements et de documents**

**121.** L'administration douanière peut demander à l'une des personnes ci-après de lui fournir, dans le délai prescrit, tous les renseignements ou documents nécessaires à la détermination ou nouvelle détermination de la valeur de marchandises, et à l'examen ou à la correction d'une valeur ainsi obtenue:

- a) la personne qui dédouane les marchandises ou qui a présenté la déclaration de dédouanement des marchandises;
- b) la personne qui importe ou exporte les marchandises;
- c) la personne qui:
  - i) est ou peut être redevable des droits à payer sur les marchandises ou susceptibles de l'être; ou
  - ii) a acquitté des droits sur les marchandises; ou
- d) le propriétaire des marchandises.

#### **Détermination ou nouvelle détermination de la valeur en l'absence de renseignements suffisants**

**122.** L'administration douanière peut déterminer la valeur ou procéder à une nouvelle détermination de la valeur sur la base des meilleurs renseignements mis à sa disposition:

- a) si les détails concernant les marchandises à évaluer ou à réévaluer ou la transaction à l'origine de l'importation des marchandises dans la République ou de leur exportation depuis son territoire, selon le cas, ne sont pas indiqués sur la déclaration de dédouanement ou les pièces justificatives, ou ont été indiqués sur la déclaration de dédouanement ou les pièces justificatives mais ne sont pas suffisants, et si ces détails n'ont toujours pas été communiqués ou demeurent insuffisants suite:
  - i) à la présentation d'une demande en vertu de l'article 121; ou
  - ii) à une modification de la déclaration de dédouanement ou d'une pièce justificative;
- b) dans tous les autres cas, si les renseignements ou les documents nécessaires à la détermination ou à la nouvelle détermination de la valeur, ou à leur examen, n'ont pas été fournis après la présentation d'une demande en ce sens en vertu de l'article 121; ou
- c) si la déclaration de dédouanement n'a pas été présentée et que les marchandises sont, en vertu de la Loi sur le contrôle douanier, considérées à des fins fiscales comme étant dédouanées pour être mises à la consommation ou directement exportées.

---

**Marchandises auxquelles s'appliquent la valeur déterminée ou déterminée de nouveau et les critères d'évaluation**

**123.** 1) La valeur déterminée ou déterminée de nouveau ne s'applique qu'aux marchandises à évaluer.

2) Les critères d'évaluation appliqués pour déterminer ou déterminer de nouveau la valeur des marchandises visées au paragraphe 1) doivent, sauf décision contraire de l'administration douanière, s'appliquer également aux marchandises de la même nature ou de la même espèce qui ont été dédouanées pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier par la même personne ou l'agent enregistré qui la représente:

- a) si la valeur des marchandises est déterminée ou déterminée de nouveau en vertu de l'article 117 ou 118, qu'elles aient été ou non dédouanées avant ou après la date de la détermination ou de la nouvelle détermination de la valeur indiquée au paragraphe 1); ou
- b) si le déclarant détermine la valeur des marchandises dédouanées à cette date ou après celle-ci en vertu de l'article 116.

3) Le paragraphe 2) ne peut être interprété comme autorisant un nouveau calcul des droits sur les marchandises en contradiction avec l'article 87.

**Arrondissement de la valeur en douane**

**124.** Le montant de la valeur en douane des marchandises doit être arrondi au rond le plus proche.

**Recours dont dispose la personne lésée par la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur<sup>6</sup>**

**125.** 1) Les recours dont dispose la personne lésée par la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur sont fondés sur les parties 3, 4 et 5 du chapitre 37 de la Loi sur le contrôle douanier, selon les dispositions appropriées de ces parties.

2) Si une personne lésée par l'application d'un critère d'évaluation spécifique aux fins de la détermination ou de la nouvelle détermination de la valeur, ou par une décision rendue en vertu de l'article 123 2), introduit un recours administratif en vertu de la partie 3 du chapitre 37 contre la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur du fait de l'application de ce critère d'évaluation<sup>7</sup>, ou contre cette décision, le recours ne peut être instruit que par le comité d'appel composé d'experts visé à l'article 843 2) a) de la Loi sur le contrôle douanier.

3) La personne lésée par la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur, ou si un recours administratif a été introduit contre la détermination ou la nouvelle détermination, y compris le recours indiqué au paragraphe 2), peut, en vertu d'une décision prise dans une telle procédure de recours:

- a) introduire un recours devant un tribunal contre la détermination ou la nouvelle détermination de la valeur, ou la décision; ou
- b) saisir un tribunal d'une demande de révision de la détermination ou nouvelle détermination de la valeur ou de la décision.

---

<sup>6</sup> Il convient de souligner que, en règle générale, ni un recours administratif ni de fait aucune des procédures visées au chapitre 37 de la Loi sur le contrôle douanier ne modifient ou ne suspendent l'obligation d'acquitter les droits.

<sup>7</sup> La création d'un comité d'appel composé d'experts est obligatoire uniquement si un recours est introduit contre l'application du critère d'évaluation contesté. Si le recours vise une autre question litigieuse, par exemple l'utilisation d'un taux de change qui serait incorrect ou d'une quantité qui aurait été mal calculée, le recours doit être instruit de la manière habituelle.

---

**Justesse présumée de la valeur déterminée ou déterminée de nouveau sauf en cas de remplacement, de modification, d'annulation ou de correction**

**126.** La valeur des marchandises qui a été déterminée ou déterminée de nouveau est présumée juste et doit être appliquée sauf si elle a été remplacée, modifiée, annulée, corrigée ou affectée d'une autre manière, selon ce qui est approprié par:

- a) une valeur déterminée de nouveau en vertu de l'article 118;
- b) une décision rendue en vertu de l'article 123 2);
- c) une correction apportée en vertu de l'article 119;
- d) une décision anticipée concernant la valeur rendue en vertu du chapitre 10;
- e) une décision rendue dans un recours administratif ou une autre procédure de règlement d'un différend;
- f) le règlement d'un différend;
- g) une modification avec effet rétroactif du tarif douanier; ou
- h) une ordonnance judiciaire rendue ou confirmée dans un jugement définitif.

**Partie 3*****Évaluation des marchandises importées*****Méthode usuelle d'évaluation**

**127.** 1) La méthode usuelle d'évaluation doit, aux fins de la présente loi, être employée pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées dans la République, sous réserve d'une disposition contraire de l'article 129.

2) Suivant la méthode usuelle d'évaluation, la valeur transactionnelle des marchandises, établie en conformité avec l'article 131, doit être considérée comme la valeur en douane des marchandises.

**Autre méthode d'évaluation**

**128.** 1) Si la méthode usuelle d'évaluation ne peut pas être utilisée en vertu de l'article 129, la valeur en douane des marchandises doit être déterminée au moyen de la première des autres méthodes pouvant être employées à cette fin, dans l'ordre ci-après:

- a) la méthode de la valeur des marchandises identiques définie à l'article 132;
- b) la méthode de la valeur des marchandises similaires définie à l'article 133;
- c) la méthode déductive définie à l'article 134;
- d) la méthode de la valeur calculée définie à l'article 135; et
- e) la méthode de dernier recours définie à l'article 136.

2) La personne qui dédouane des marchandises importées pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier peut choisir d'invertir l'ordre d'application des paragraphes 1) c) et d).

- La valeur en douane des marchandises importées doit être déterminée au moyen de la première des autres méthodes pouvant être employées à cette fin, dans l'ordre ci-après:

- a) la méthode de la valeur des marchandises identiques définie à l'article 132;
- b) la méthode de la valeur des marchandises similaires définie à l'article 133;
- c) la méthode déductive définie à l'article 134;
- d) la méthode de la valeur calculée définie à l'article 135; et
- e) la méthode de dernier recours définie à l'article 136.

2) La personne qui dédouane des marchandises importées pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier peut choisir d'invertir l'ordre d'application des paragraphes 1) c) et d).



---

**Cas où la méthode usuelle d'évaluation ne peut pas être utilisée**

**129.** 1) La méthode usuelle d'évaluation ne peut pas être utilisée pour déterminer la valeur en douane de marchandises importées dans les cas suivants:

- a) la transaction à l'origine de l'exportation des marchandises dans la République ne constitue pas un contrat d'achat et vente;
- b) la transaction à l'origine de la vente des marchandises pour l'exportation vers la République est un contrat d'achat et vente, mais n'a pas été conclue dans le cadre d'opérations normales effectuées dans des conditions de libre concurrence, sauf en cas d'application du paragraphe 2);
- c) pour quelque raison que ce soit, aucun prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises ne peut servir de base de détermination de leur valeur transactionnelle;
- d) le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises n'est pas accompagné de pièces justificatives;
- e) la transaction à l'origine de la vente des marchandises pour l'exportation vers la République est assujettie à une modalité ou à une condition qui a sensiblement affecté le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises dont la valeur ne peut pas être déterminée;
- f) une restriction relative à la revente, à la cession ou à l'utilisation des marchandises a sensiblement affecté le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, que cette restriction ait été imposée par voie législative ou dans le cadre de la transaction à l'origine de la vente des marchandises pour l'exportation vers la République;
- g) une ristourne, remise ou autre réduction spéciale, arbitraire ou anormale du prix normal de concurrence des marchandises a été ou sera accordée dans le cadre de la transaction à l'origine de la vente des marchandises pour l'exportation vers la République, sauf en cas d'application du paragraphe 3);
- h) une partie des produits de la revente, de la cession ou de l'utilisation des marchandises revient ou reviendra au vendeur, sauf en cas d'application du paragraphe 4);
- i) le vendeur et l'acheteur ont des liens familiaux ou personnels, ou entretiennent une relation d'emploi ou d'affaires au sens de l'article 130, sauf en cas d'application de l'article 130 3);
- j) on ne dispose pas de renseignements suffisants pour recourir à la méthode usuelle de détermination de la valeur transactionnelle des marchandises importées; ou
- k) il y a lieu de soupçonner que les renseignements disponibles pour la détermination de la valeur transactionnelle des marchandises importées sont faux ou erronés à un égard quelconque.

2) La méthode usuelle d'évaluation peut, malgré le paragraphe 1) b), être employée aux fins de la détermination de la valeur en douane des marchandises si la valeur transactionnelle est admise par l'administration douanière.

3) Si la ristourne, remise ou autre réduction spéciale, arbitraire ou anormale visée au paragraphe 1) g) a été ou sera accordée dans le cadre d'une transaction, la méthode usuelle d'évaluation peut, malgré ce paragraphe, être utilisée aux fins de la détermination de la valeur en douane des marchandises, pour autant que le montant de la ristourne, remise ou réduction soit inclus, avec les autres montants indiqués à l'article 131 3), dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises.

4) Si une partie des produits de la revente, de la cession ou de l'utilisation des marchandises revient ou reviendra au vendeur comme le prévoit le paragraphe 1) h), la méthode usuelle d'évaluation peut, malgré ce paragraphe, être utilisée aux fins de la détermination de la valeur en douane des marchandises, pour autant que le montant du produit qui revient ou reviendra l'acheteur soit inclus, avec les autres montants mentionnés à l'article 131 3), dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises.

---

**Non-utilisation de la méthode usuelle d'évaluation en raison de la relation entre les parties contractantes**

**130.** 1) Aux fins de l'article 129 1) i):

a) les liens familiaux ou personnels comprennent les liens existant entre le vendeur et l'acheteur en tant que membres d'une même famille, qu'ils soient liés par:

- i) naissance;
- ii) adoption;
- iii) mariage ou autre union;
- iv) fiançailles; ou
- v) cohabitation;

b) la relation d'emploi comprend la relation entre le vendeur et l'acheteur en tant:

- i) qu'employeur et salarié;
- ii) que salariés d'une même entreprise;
- iii) que cadre de l'entreprise appartenant à l'autre partie;
- iv) que cadres d'une même entreprise; ou
- v) que salarié et cadre d'une même entreprise; et

c) la relation d'affaires comprend la relation entre le vendeur et l'acheteur, qui sont:

- i) des associés au sein d'une même entreprise;
- ii) une personne et une entreprise au sein de laquelle elle est associée;
- iii) des actionnaires d'une même société fermée;
- iv) une personne et une société fermée dont elle est actionnaire;
- v) une société et son actionnaire majoritaire;
- vi) une société et sa filiale;
- vii) des sociétés appartenant à un même groupe d'entreprises;
- viii) des sociétés directement ou indirectement contrôlées par une même personne; ou
- ix) des sociétés dans lesquelles une tierce partie détient ou contrôle une participation de plus de 5% dans chacune.

2) Une relation d'affaires entre un vendeur et un acheteur par laquelle l'une des parties est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre partie ne constitue pas une relation d'affaires aux fins de l'article 129 1) i) s'ils ne sont pas autrement liés au sens du paragraphe 1) a), b) ou c) du présent article.

3) a) L'administration douanière peut, malgré l'article 129 1) i), accepter ou utiliser la valeur transactionnelle de toute marchandise importée à titre de valeur en douane des marchandises si la personne qui les dédouane prouve, conformément au paragraphe b) ou de toute autre manière, que la relation entre le vendeur et l'acheteur n'a pas influé sur le prix payé ou à payer pour les marchandises.

b) Aux fins du paragraphe a), il doit être admis comme preuve suffisante que la relation entre le vendeur et l'acheteur n'a pas influé sur le prix payé ou à payer pour les marchandises si la valeur transactionnelle des marchandises est très proche de l'une des valeurs critères énumérées ci-après:

- i) la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires achetées à un niveau commercial et en quantité comparables par des acheteurs non liés dans la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer;
- ii) la valeur, déterminée en vertu de l'article 134, de marchandises identiques ou similaires importées dans la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer; ou
- iii) la valeur, déterminée en vertu de l'article 135, de marchandises identiques ou similaires importées dans la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.

---

**Détermination de la valeur transactionnelle**

**131.** 1) La valeur transactionnelle de marchandises vendues pour l'exportation vers la République est le prix effectivement payé ou à payer lorsqu'elles sont vendues à cette fin, ajusté par:

- a) l'ajout des montants mentionnés au paragraphe 3); et
- b) la déduction des montants mentionnés au paragraphe 4).

2) Si les marchandises sont vendues pour l'exportation vers la République<sup>8</sup> dans le cadre d'au moins deux transactions successives, la dernière vente réalisée avant l'arrivée des marchandises au point d'entrée dans la République doit servir de base pour la détermination de la valeur transactionnelle des marchandises.

3) Les montants suivants doivent être ajoutés au prix effectivement payé ou à payer par l'acheteur pour les marchandises, pour autant qu'ils n'aient pas déjà été inclus dans ce prix:

- a) les commissions à l'exception des commissions d'achat;
- b) les frais de courtage;
- c) le coût:
  - i) de l'emballage, comprenant aussi bien la main-d'œuvre que les matériaux; et
  - ii) des conteneurs, qui doivent être traités comme ne faisant qu'un avec la marchandise;
- d) la valeur correctement imputée sur les marchandises suivant les règles prescrites, de l'un des produits ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés dans la production, la fabrication ou la vente pour l'exportation vers la République des marchandises:
  - i) matières, composants, parties et objets intégrés dans les marchandises;
  - ii) outils, matrices, moules et objets utilisés pour la production ou la fabrication des marchandises;
  - iii) matières consommées dans la production ou la fabrication des marchandises; et
  - iv) travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design; et plans et croquis, exécutés ailleurs que dans la République et nécessaires pour la production ou la fabrication des marchandises;
- e) les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises, y compris les paiements effectués au titre des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des droits d'auteur et du droit de distribution ou de revente des marchandises, directement ou indirectement par l'acheteur comme condition de la vente des marchandises pour l'exportation vers la République, à l'exclusion des frais relatifs au droit ou à la licence pour la reproduction des marchandises dans la République;
- f) la valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises qui revient directement ou indirectement au vendeur; et
- g) les frais de transport, de chargement, de déchargement, de manutention, et les frais d'assurance et frais connexes afférents à la livraison des marchandises au port ou au lieu d'exportation dans le pays d'exportation et leur embarquement sur un navire ou dans un aéronef, un wagon de chemin de fer ou un véhicule au port ou au lieu d'exportation.

4) Les montants ci-après doivent être déduits du prix effectivement payé ou à payer par l'acheteur pour les marchandises, pour autant qu'il s'agisse de montants effectifs qui font partie du prix en question et d'éléments susceptibles d'être différenciés de ce prix:

- a) les frais de transport des marchandises importées depuis le port ou le lieu d'exportation dans le pays d'exportation jusqu'au point d'entrée dans la République;

---

<sup>8</sup> Le fait que les marchandises ont été vendues dans le pays d'origine des marchandises exportées vers la République ou en "haute mer" n'importe pas. Voir la définition de l'expression "exportation vers la République" à l'article premier de la Loi sur le contrôle douanier, qui est suffisamment générale pour englober les ventes en haute mer et même toutes les ventes réalisées après le départ des marchandises du port ou du lieu d'exportation dans le pays d'exportation.

- b) les frais d'assurance couvrant les marchandises depuis le port ou le lieu d'exportation dans le pays d'exportation jusqu'au point d'entrée dans la République;
- c) les frais de chargement, de déchargement et de manutention connexes à la livraison des marchandises jusqu'au point d'entrée dans la République;
- d) les frais relatifs aux services de construction, d'installation, de montage, d'entretien ou d'assistance technique fournis en rapport avec les marchandises après leur importation dans la République;
- e) les frais de transport et d'assurance des marchandises dans la République;
- f) les droits et taxes payés ou à payer à l'importation ou à la vente des marchandises dans la République;
- g) les droits et taxes applicables aux marchandises dans le pays d'exportation desquels elles ont été ou seront exemptées au moyen d'un remboursement, d'une ristourne ou d'une remise;
- h) les intérêts afférents au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, sous réserve que:
  - i) l'accord de financement en vertu duquel les intérêts ont été payés ait été établi par écrit;
  - ii) l'acheteur puisse prouver, à la demande de l'administration douanière, que les marchandises ont effectivement été vendues au prix déclaré comme prix effectivement payé ou à payer et que le taux d'intérêt annoncé n'excède pas le niveau couramment pratiqué pour de telles transactions dans le pays et au moment où le financement a été assuré; et
  - iii) les intérêts versés par l'acheteur au vendeur n'aient pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer et s'inscrivent dans un accord de financement global et distinct entre les parties qui n'est pas lié à une vente donnée; et
  - iv) les frais relatifs au droit ou à la licence de reproduction des marchandises dans la République.

5) Les intérêts qui, en vertu du paragraphe 4) h), doivent être déduits du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises ne comprennent pas:

- a) les intérêts versés par l'acheteur au vendeur en cas de défaut de paiement; et
- b) les intérêts versés par l'acheteur au vendeur qui sont inclus dans le montant total versé au vendeur.

6) Si l'un des montants à déduire du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises en vertu du paragraphe 4) n'est pas présenté comme un élément distinct de ce prix sur la facture ou une autre pièce justificative, l'administration douanière peut accepter, au moment de la détermination de la valeur douanière par le déclarant, tout autre document prouvant que le montant est effectivement un élément distinct du prix.

7) L'administration douanière peut exiger que tout montant ajouté au titre du paragraphe 3), tout montant déduit au titre du paragraphe 4), ou toute question déterminant si le montant considéré doit ou peut être ajouté ou déduit, soit étayé par une pièce justificative et que celle-ci lui soit présentée.

8) Les calculs effectués en vertu du présent article doivent être conformes aux pratiques comptables généralement reconnues.

#### **Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode de la valeur de marchandises identiques**

**132.** 1) Si la valeur en douane de marchandises importées est déterminée au moyen de la méthode de la valeur de marchandises identiques:

- a) la valeur transactionnelle unitaire, déterminée précédemment par l'administration douanière en vertu de l'article 117 ou 118 1) a) ou b), de marchandises identiques, vendues pour l'exportation vers la République au même niveau commercial et sensiblement dans la même quantité et exportées vers la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, doit être considérée comme la valeur en douane unitaire

- des marchandises à évaluer, sous réserve des ajustements nécessaires en vertu du paragraphe 2); ou
- b) si la valeur ne peut pas être déterminée comme le prévoit le paragraphe a) et aux fins de ce paragraphe, la valeur transactionnelle unitaire, déterminée précédemment par l'administration douanière en vertu de l'article 117 ou 118 1) a) ou b), de marchandises identiques, vendues pour l'exportation vers la République à un niveau commercial différent et/ou dans une quantité différente et exportées vers la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, doit être considérée comme la valeur en douane unitaire des marchandises à évaluer, sous réserve des ajustements nécessaires en vertu du paragraphe 3).<sup>9</sup>
- 2) La valeur transactionnelle de marchandises identiques servant de base d'évaluation en vertu du paragraphe 1) a) doit être ajustée pour tenir compte de toute différence entre ces marchandises et les marchandises à évaluer en ce qui concerne les coûts et frais visés aux paragraphes 3) et 4) de l'article 131, résultant de différences dans les distances à parcourir pour atteindre le port ou lieu d'exportation et les modes de transport employés à cette fin.
- 3) La valeur transactionnelle de marchandises identiques servant de base d'évaluation en vertu du paragraphe 1) b) doit être ajustée pour tenir compte de toute différence:
- a) pouvant exister entre les ventes pour l'exportation vers la République, d'une part des marchandises à évaluer, et d'autre part de marchandises identiques, résultant de différences dans le niveau commercial ou la quantité; et
- b) pouvant exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises à évaluer, et d'autre part aux marchandises identiques, résultant de différences dans les distances à parcourir pour atteindre le port ou lieu d'exportation et les modes de transport employés à cette fin.
- 4) Si, en application du présent article, plusieurs transactions portant sur des marchandises identiques servent de base à la détermination de la valeur des marchandises à évaluer, la valeur la plus basse doit être considérée comme la valeur en douane.

#### **Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode de la valeur de marchandises similaires**

**133.** 1) Si la valeur en douane de marchandises importées est déterminée au moyen de la méthode de la valeur de marchandises similaires:

- a) la valeur transactionnelle unitaire, déterminée précédemment par l'administration douanière en vertu de l'article 117 ou 118 1) a) ou b), de marchandises similaires, vendues pour l'exportation vers la République au même niveau commercial et sensiblement dans la même quantité et exportées vers la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, doit être considérée comme la valeur en douane unitaire des marchandises à évaluer, sous réserve des ajustements nécessaires en vertu du paragraphe 2); ou
- b) si la valeur ne peut pas être déterminée comme le prévoit le paragraphe a) et aux fins de ce paragraphe, la valeur transactionnelle unitaire, déterminée précédemment par l'administration douanière en vertu de l'article 117 ou 118 1) a) ou b), de marchandises similaires, vendues pour l'exportation vers la République à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente et exportées vers la République au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, doit être considérée comme la valeur en douane unitaire des marchandises à évaluer, sous réserve des ajustements nécessaires en vertu du paragraphe 3).<sup>10</sup>
- 2) La valeur transactionnelle de marchandises similaires servant de base d'évaluation en vertu du paragraphe 1) a) doit être ajustée pour tenir compte de toute différence entre ces marchandises et les marchandises à évaluer en ce qui concerne les coûts et frais visés aux paragraphes 3) et 4) de

<sup>9</sup> La valeur transactionnelle des marchandises est déterminée en conformité avec l'article 131. Voir la définition de l'expression "valeur transactionnelle" à l'article premier.

<sup>10</sup> La valeur transactionnelle des marchandises est déterminée en conformité avec l'article 131. Voir la définition de l'expression "valeur transactionnelle" à l'article premier.

l'article 131, résultant de différences dans les distances à parcourir pour atteindre le port ou lieu d'exportation et les modes de transport employés à cette fin.

3) La valeur transactionnelle de marchandises similaires servant de base d'évaluation en vertu du paragraphe 1) b) doit être ajustée pour tenir compte de toute différence:

- a) pouvant exister entre les ventes pour l'exportation vers la République, d'une part des marchandises à évaluer, et d'autre part de marchandises similaires, résultant de différences dans le niveau commercial ou la quantité; et
- b) pouvant exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises à évaluer, et d'autre part aux marchandises similaires, résultant de différences dans les distances à parcourir pour atteindre le port ou lieu d'exportation et les modes de transport employés à cette fin.

4) Si, en application du présent article, plusieurs transactions portant sur des marchandises similaires servent de base à la détermination de la valeur des marchandises à évaluer, la valeur la plus basse doit être considérée comme la valeur en douane.

### **Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode déductive**

**134.** 1) La valeur en douane de marchandises importées déterminée au moyen de la méthode déductive doit, sous réserve des ajustements nécessaires en vertu des paragraphes 2) et 3), être égale:

- a) au prix unitaire du plus grand nombre d'unités des marchandises identiques importées vendues dans la République:
  - i) en l'état où elles ont été importées;
  - ii) par des importateurs à des acheteurs avec lesquels ils ne sont pas liés au sens de l'article 130; et
  - iii) au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer ont été importées; ou
- b) si le prix unitaire de marchandises identiques importées décrit au paragraphe a) ne peut pas être déterminé, au prix unitaire du plus grand nombre d'unités des marchandises importées similaires vendues dans la République:
  - i) en l'état où elles ont été importées;
  - ii) par des importateurs à des acheteurs avec lesquels ils ne sont pas liés au sens de l'article 130; et
  - iii) au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer ont été importées.

2) Le prix unitaire de marchandises identiques ou similaires importées, déterminé en vertu du paragraphe 1) a) ou b), doit être ajusté par déduction proportionnelle des éléments suivants par unité de marchandises:

- a) les commissions ou bénéfices habituels sur la vente des marchandises appartenant au même groupe ou à la même gamme de marchandises que les marchandises à évaluer, quel que soit le pays d'exportation;
- b) les frais généraux habituellement associés à la vente des marchandises appartenant au même groupe ou à la même gamme de marchandises que les marchandises à évaluer, quel que soit le pays d'exportation, y compris les frais directs et indirects habituellement engagés pour la commercialisation des marchandises appartenant au même groupe ou à la même gamme de marchandises que les marchandises à évaluer;
- c) les frais de transport, de chargement, de déchargement et de manutention, et les frais d'assurance et frais connexes afférents au transport de marchandises identiques ou similaires entre le port ou le lieu d'exportation dans le pays d'exportation et les locaux de l'importateur dans la République; et
- d) les droits et taxes payés ou à payer à l'importation ou à la vente de marchandises identiques ou similaires dans la République.

3) Si des marchandises identiques ou similaires importées ne sont vendues dans la République qu'après y avoir été transformées, il peut ne pas être tenu compte du paragraphe 1) a) i) ou b) i) lors de la détermination du prix unitaire auquel ces marchandises sont vendues dans la République, pour autant que le prix soit ajusté par déduction de la valeur ajoutée par la transformation.

4) Si la méthode déductive est utilisée pour déterminer ou déterminer de nouveau la valeur en douane de marchandises importées en vertu de l'article 117 ou 118 après qu'elles ont été vendues dans la République, l'administration douanière ou la personne qui applique le présent article peut, au lieu de déterminer le prix unitaire auquel des marchandises identiques ou similaires importées ont été vendues dans la République:

- a) déterminer le prix unitaire auquel les marchandises à évaluer ont été vendues; et
- b) appliquer le paragraphe 1) du présent article sur la base de ce prix.

5) Si ni les marchandises à évaluer, ni des marchandises identiques ou similaires importées ont été vendues au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer ont été importées, la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer doit, sous réserve des dispositions du paragraphe 1), être fondée sur le prix unitaire auquel les marchandises à évaluer ou les marchandises identiques ou similaires importées sont vendues dans la République en l'état où elles ont été importées, à la date la plus proche qui suit l'importation des marchandises à évaluer, mais dans les 90 jours civils à compter de cette importation.

#### **Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode de la valeur calculée**

**135.** Si la valeur en douane de marchandises importées est déterminée au moyen de la méthode de la valeur calculée, elle doit être calculée à partir des renseignements fournis par le producteur des marchandises et être égale à la somme:

- a) du coût de production des marchandises à évaluer, qui doit comprendre:
  - i) le coût ou la valeur des matières et des opérations de fabrication ou autres, mises en œuvre pour produire les marchandises à évaluer; et
  - ii) le coût:
    - aa) de l'emballage, y compris la main-d'œuvre, les services et les matériaux; et
    - bb) des conteneurs, qui doivent être traités comme ne faisant qu'un avec les marchandises à évaluer;
- b) de la valeur, correctement imputée sur l'un des produits et services ci-après lorsqu'ils ont été fournis directement ou indirectement par l'acheteur sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production ou de la vente pour l'exportation dans la République des marchandises à évaluer, dans la mesure où cette valeur n'a pas été incluse dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises à évaluer:
  - i) matières, composants, parties et objets similaires intégrés dans les marchandises à évaluer;
  - ii) outils, matrices, moules et objets similaires utilisés pour la production des marchandises à évaluer;
  - iii) matières consommées dans la production des marchandises à évaluer; et
  - iv) travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design; et plans et croquis, exécutés ailleurs que dans la République et utilisés pour la production des marchandises à évaluer;
- c) des frais de transport, de chargement, de déchargement, de manutention, et des frais d'assurance et frais connexes afférents à la livraison des marchandises à évaluer au port ou au lieu d'exportation et à leur embarquement sur un navire ou dans un aéronef, un wagon de chemin de fer ou un véhicule au port ou au lieu d'exportation, correctement imputés sur les marchandises; et
- d) d'un montant pour les bénéfices et frais généraux, égal à celui qui s'applique généralement aux ventes de marchandises de la même nature ou de la même espèce que les

marchandises à évaluer, qui sont réalisées par des producteurs du pays d'exportation pour l'exportation, et correctement imputées sur les marchandises à évaluer.

#### **Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode de dernier recours**

**136.** 1) Si la valeur en douane de marchandises importées est déterminée au moyen de la méthode de dernier recours:

- a) la base de détermination doit être une valeur antérieure, déterminée de nouveau ou non, de marchandises de la même nature ou de la même espèce; ou
- b) en l'absence de cette valeur antérieure, la valeur des marchandises doit être déterminée au moyen de toute autre méthode susceptible de produire une valeur raisonnable des marchandises, sous réserve des dispositions du paragraphe 2).

2) La détermination de la valeur en douane de marchandises importées en vertu du paragraphe 1) b) ne peut pas être fondée sur:

- a) le prix de vente, dans la République, de marchandises produites dans la République;
- b) un système prévoyant l'acceptation, à des fins douanières, de la plus élevée des deux valeurs possibles;
- c) le prix de vente des marchandises à évaluer sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation;
- d) le coût de production, autre que les valeurs calculées conformément aux dispositions de l'article 135;
- e) le prix des marchandises pour l'exportation vers un pays autre que la République;
- f) un système de valeurs en douane minimales; ou
- g) des valeurs arbitraires ou fictives.

3) Les alinéas a) à f) du paragraphe 2) ne s'appliquent pas si la personne qui doit dédouaner les marchandises pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier:

- a) ne dédouane pas les marchandises ou ne fournit pas de renseignements suffisants pour l'évaluation des marchandises dans la déclaration de dédouanement; et
- b) ne fournit pas les renseignements ou les documents nécessaires à l'évaluation des marchandises qui lui ont été demandés en vertu de l'article 121.

#### **Partie 4**

##### ***Évaluation de marchandises importées spécifiques***

#### **Évaluation de marchandises réimportées en l'état sous le régime de l'exportation temporaire**

**137.** Lorsque des marchandises sont importées dans la République sous le régime de l'exportation temporaire en tant que marchandises réimportées en l'état, la valeur en douane des marchandises lors de leur exportation depuis la République doit être considérée comme leur valeur en douane lors de leur réimportation sur son territoire.

#### **Évaluation de marchandises usagées importées pour usage personnel**

**138.** 1) La valeur en douane de marchandises, y compris les véhicules automobiles, qu'une personne a utilisées à l'extérieur de la République et qu'elle a importées pour son usage personnel dans la République, doit être déterminée au moyen de la méthode de dernier recours indiquée à l'article 128 1) e).

- 2) a) Le paragraphe 1) ne s'applique pas aux marchandises importées dédouanées sous le régime de l'exportation temporaire en vertu de la partie 4 du chapitre 12 de la Loi sur le contrôle douanier, et qui sont placées sous le régime de l'admission temporaire sur la base d'un carnet CPD ou ATA faisant état de la valeur des marchandises.



- b) La valeur indiquée dans le carnet CPD ou ATA doit être considérée comme la valeur en douane de ces marchandises, sauf si l'administration douanière prescrit l'utilisation de la méthode de dernier recours pour déterminer leur valeur.

### **Partie 5**

#### ***Évaluation des marchandises exportées ou à exporter***

##### **Méthode d'évaluation**

**139.** 1) Lorsque des marchandises sont exportées depuis la République sous le régime de l'exportation<sup>11</sup>, le prix franco à bord des marchandises chargées sur un navire, un aéronef, un wagon de chemin de fer ou un véhicule au lieu d'exportation doit, aux fins de la présente loi, être considéré comme la valeur en douane des marchandises.

2) En l'absence d'un tel prix franco à bord, la valeur en douane des marchandises doit être la valeur qui serait enregistrée si elles étaient vendues à un prix franco à bord.

3) La personne qui dédouane des marchandises pour les placer sous le régime de l'exportation et qui devient redevable de toute autre imposition relative au chargement franco à bord de marchandises sur un navire, un aéronef, un wagon de chemin de fer ou un véhicule doit modifier dans les plus brefs délais la déclaration de dédouanement conformément à l'article 174 de la Loi sur le contrôle douanier.

4) Lorsque des marchandises dédouanées sous le régime de l'avitaillement doivent être exportées depuis la République sous le même régime, le prix franco à bord des marchandises chargées sur un navire, un aéronef ou un wagon de chemin de fer au lieu d'exportation doit, aux fins de la présente loi, être considéré comme la valeur en douane des marchandises.

5) Le terminal ferroviaire où les marchandises indiquées au paragraphe 1) ou 4) ont été chargées dans un wagon de chemin de fer doit, aux fins de ces paragraphes, être considéré comme le lieu d'exportation des marchandises.

##### **Évaluation des bagages accompagnés ou non accompagnés d'une personne qui quitte la République**

**140.** 1) Dans la mesure où l'article 139 ne s'applique pas aux articles passibles de droits se trouvant dans les bagages, accompagnés ou non, d'une personne qui quitte la République, la valeur en douane de ces articles doit être déterminée au moyen de toute méthode susceptible de produire une valeur raisonnable, sous réserve des dispositions du paragraphe 2).

2) La valeur déterminée en vertu du paragraphe 1) ne peut pas être fondée sur des valeurs arbitraires ou fictives.

3) Le paragraphe 2) ne s'applique pas si la personne concernée:

- a) fournit des renseignements insuffisants aux fins de l'évaluation des marchandises; ou
- b) ne fournit pas les renseignements ou les documents nécessaires à l'évaluation qui lui ont été demandés en vertu de l'article 121.

---

<sup>11</sup> Le régime de l'exportation s'applique à:

- a) l'exportation directe de marchandises;
- b) l'exportation de marchandises:

- i) sous le régime de l'exportation temporaire (expédition à l'étranger);
- ii) sous le régime de l'admission temporaire (expédition à l'étranger); ou
- iii) sous le régime du perfectionnement passif; et

- c) l'exportation sous le régime du perfectionnement actif de produits compensateurs transformés à l'issue d'une opération de perfectionnement actif.

## **Partie 6**

### **Conversion de devises**

#### **Valeur en douane exprimée en rand sud-africains**

**141.** 1) La valeur en douane des marchandises doit, aux fins de la présente loi, être exprimée en rand sud-africains.

2) Les montants versés ou à verser en rapport avec les marchandises, ou tout autre montant pris ou à prendre en compte aux fins de la détermination de leur valeur en douane, qui sont exprimés dans une monnaie étrangère, doivent être convertis en rand sud-africains conformément à la présente partie.

#### **Publication des taux de conversion des principales monnaies**

**142.** 1) Le Commissaire doit, aux fins de la présente loi, publier chaque semaine, le mercredi, sur le site Web de l'Administration fiscale sud-africaine les cours acheteur et vendeur de chacune des principales monnaies, tels que communiqués par la Banque de réserve sud-africaine pour le jour de publication, aux fins de la conversion en rand sud-africains.

2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas si le mercredi est un jour férié.

#### **Taux de conversion monétaire publiés**

**143.** 1) Si un montant versé ou à verser en rapport avec des marchandises dédouanées pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier, ou tout autre montant pris ou à prendre en compte aux fins de la détermination de leur valeur en douane, est exprimé dans une monnaie étrangère dont le taux de conversion a été publié en vertu de l'article 142, l'administration douanière doit, pour déterminer la valeur de ces marchandises en rand sud-africains, utiliser le taux de conversion de cette monnaie conformément au paragraphe 2).

2) Le taux de conversion d'une monnaie étrangère tel que publié le mercredi en vertu de l'article 142 doit être utilisé pour la conversion en rand sud-africains si la date de dédouanement des marchandises coïncide avec l'une des périodes ci-après:

- a) la semaine débutant le mercredi suivant;
- b) si le mercredi suivant est un jour férié, la période de deux semaines débutant ce mercredi-là; ou
- c) si le mercredi suivant est un jour férié et le dernier mercredi de l'année civile, la période de trois semaines débutant ce mercredi-là.

#### **Taux de conversion monétaire non publiés**

**144.** 1) Si un montant versé ou à verser en rapport avec des marchandises dédouanées pour mise à la consommation ou placement sous régime douanier, ou tout autre montant pris ou à prendre en compte aux fins de la détermination de la valeur en douane de ces marchandises, est exprimé dans une monnaie étrangère dont le taux de conversion n'a pas été publié en vertu de l'article 142, l'administration douanière doit, pour déterminer la valeur de ces marchandises en rand sud-africains, et à la demande de la personne qui présente la déclaration de dédouanement des marchandises, déterminer le taux en vigueur la veille du dédouanement de ces marchandises et appliquer ce taux pour convertir la monnaie étrangère en rand sud-africains.

2) Pour déterminer le taux de conversion conformément au paragraphe 1), l'administration douanière doit prendre en compte les cours vendeur et acheteur moyens de la monnaie étrangère à convertir en rand sud-africains, tels qu'affichés pour ce jour-là par au moins deux grandes banques exerçant des activités dans la République.

**Recours à des contrats de change à terme**

**145.** Lorsqu'un importateur a négocié un taux de conversion fixe avec un établissement financier et qu'un contrat de change à terme a été conclu, ce taux s'applique à toutes les opérations exécutées durant la période négociée, pour autant que le numéro et la date du contrat, ainsi que le taux appliqué, soient indiqués sur la facture.

**Taux de change entre parties liées**

**146.** Une monnaie étrangère ne peut pas être convertie en rand sud-africains à un taux fixe contractuel négocié entre des vendeurs et des acheteurs liés au sens de l'article 130, sauf s'il est prouvé que la relation n'a pas influé sur le taux fixé par le contrat.

**Partie 7****Autres questions****Exportation de marchandises vers la République via un autre pays**

**147.** Aux fins du présent chapitre, les marchandises exportées vers la République via un pays de transit, quelle que soit leur provenance, doivent, sous réserve des conditions et prescriptions réglementaires, être considérées comme ayant été exportées directement vers la République depuis le premier pays.

**Publication des valeurs déterminées ou déterminées de nouveau**

**148.** Le Commissaire peut rendre publics les détails concernant toute valeur déterminée ou déterminée de nouveau, selon ce que détermine le Commissaire en ce qui concerne les modalités et les renseignements communiqués.

**Règles destinées à faciliter l'application du présent chapitre**

**149.** Le Commissaire peut, en vertu de l'article 224, établir des règles pour faciliter la mise en œuvre du présent chapitre.

**Infractions prévues par le présent chapitre**

**150.** 1) La personne qui dédouane des marchandises commet une infraction si:

- a) elle ne se conforme pas à l'article 116 1) ou 5) ou 139 3);
- b) elle sait que la valeur qu'elle a déterminée n'est pas exacte ou qu'elle ne pouvait pas avoir de motifs raisonnables de croire qu'elle était exacte; ou
- c) en déterminant la valeur, elle:
  - i) s'est fondée sur des renseignements faux ou trompeurs dans l'intention de tromper; ou
  - ii) a omis d'utiliser des renseignements exacts dans l'intention de tromper.

2) Une personne commet une infraction si elle ne donne pas suite à une demande que lui a adressée l'administration douanière en vertu de l'article 121.

3) L'infraction mentionnée au paragraphe 1) b) ou c) i) ou ii) constitue une infraction de catégorie 1.

---